

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 30 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

14 rue de l'Equerre
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Références : UD95 – 2024 – 778
Code AIOT : 0006524223

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté 14 rue de l'Equerre 95310 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 06/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- 14 rue de l'Equerre 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006524223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
-

La société Air Liquide France Industrie réalise sur son établissement de Saint-Ouen-l'Aumône une activité de logistique de gaz industriels destinés à l'industrie et l'agroalimentaire, pour le secteur Nord et Île-de-France comprenant :

- le conditionnement de gaz : oxygène, argon, azote, CO2 et de mélanges
- le conditionnement d'hélium gazeux et liquide
- un atelier d'entretien et de requalification de bouteilles et de cadres

L'activité industrielle fonctionne en 2 équipes sur une période de 6h30 à 20h30.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Conformité du site au dossier

- Dimensionnement des bassins de confinement et des eaux pluviales
- Poteaux incendie et disponibilité de l'eau
- Conformité installation électrique
- Protection contre la foudre
- Plan des zones à risques
- État des stocks
- Matérialisation des stockages.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection	Proposition de délais
2	Conformité du site au dossier	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 1.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Bassin de confinement et vanne	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, articles 6.1.5 et 6.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dimensionnement du bassin des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 1.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 6.3	Demande d'action corrective	3 mois
10	Matérialisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 6.1.6	Demande d'action corrective	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 1.1.4	Annexe confidentielle
6	Conformité de l'installation électrique	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 6.1.3.	Sans objet
7	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 18, 19 et 20	Sans objet
8	Plan	Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 6.2.4	Sans objet
9	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
11	Accessibilité du site aux services de secours	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Sans objet
12	Politique de Prévention des accidents majeurs	Code de l'environnement, article L. 515-33	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Annexe confidentielle

N° 2 : Conformité du site au dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Conformité du site au dossier
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale susvisée. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des éventuels arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son plan des zones à risque, permettant de constater que l'agencement du site est conforme au dossier de modification transmis en février 2023. L'inspection constate toutefois que les bouteilles d'hydrogène ne sont pas stockées conformément au plan fourni dans le porter à connaissance de février 2023. Celles-ci doivent respecter une distance de 12 mètres par rapport aux limites du site pour que, en cas d'incendie, les effets létaux significatifs et létaux d'un jet enflammé ne sortent pas du site. Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2021, aux informations relatives aux distances de stockage des produits dans le porter à connaissance de février 2023 (page 18 et annexe II), les bouteilles d'hydrogène ne sont pas stockées à une distance suffisante des limites de propriété pour éviter que les effets létaux significatifs sortent des limites du site. L'exploitant devra respecter les distances de stockage prévues dans son dossier. Les zones de stockage devront être matérialisées au sol (cf. point de contrôle n°10).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Bassin de confinement et vanne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, articles 6.1.5 et 6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et vanne
Prescription contrôlée : Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé dans la méthodologie présentée dans le dossier joint à la demande de l'autorisation environnementale unique susvisée. Ce volume est fixé à 1 124 m ³ . ----- Sans préjudice de la réglementation en vigueur, l'exploitant vérifie périodiquement les équipements/ installations suivants : Dispositif d'isolement des réseaux d'eaux pluviales : 1 fois par an
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a détaillé les modalités de confinement des eaux d'extinction. L'inspection a constaté la présence d'un système de confinement. Une notice au PC sécurité détaille les modalités de confinement des eaux incendie. Par ailleurs, l'exploitant installe actuellement un dispositif permettant d'activer le confinement des eaux d'extinction depuis le PC sécurité. Le dispositif n'étant pas totalement finalisé, le contrôle annuel de l'isolement du site n'a pas été réalisé. Concernant le volume du bassin incendie, l'exploitant a indiqué ne pas disposer de l'information relative au volume du bassin et a indiqué qu'il va missionner un géomètre pour évaluer ce volume. L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un bassin étanche. Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 6.1.5 de l'arrêté du 27/12/2021, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant qu'il dispose d'un bassin de confinement des eaux incendie de 1 124 m³. L'exploitant devra présenter les éléments justifiant du volume du bassin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dimensionnement du bassin des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dimensionnement du bassin des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale susvisée. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des éventuels arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. ----- Étude d'impact page 148 : Les réseaux d'eaux pluviales rejoindront 2 bassins : un de rétention de 1 124 m ³ et un d'infiltration de 1 872 m ³ séparés par une vanne motorisée,
Constats : Concernant le volume du bassin d'infiltration des eaux pluviales, l'exploitant a indiqué ne pas disposer de l'information relative au volume du bassin et a indiqué qu'il va missionner un géomètre pour évaluer ce volume. Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 1.2 de l'arrêté du 27/12/2021 et aux éléments présentés dans l'étude d'impact du dossier d'autorisation, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant qu'il dispose d'un bassin d'infiltration des eaux pluviales de 1 872 m³, conforme au bassin indiqué dans son dossier d'autorisation. L'exploitant devra présenter les éléments justifiant du volume du bassin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés et complétés et précisés comme ci-après : - un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par 4 poteaux incendie sont présents sur le site de DN150. Chacun permet de fournir un débit 120 m ³ /h avec un débit en simultané de 330 m ³ /h minimum. [...] Le cas échéant, si les besoins en eau ne sont pas couverts par la seule utilisation des 4 poteaux incendie, une réserve d'eau artificielle pourra être implantée sur site. Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces moyens dont prise d'eau est périodiquement contrôlé selon les textes en vigueur
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de la société DESAUTEL de contrôle des poteaux incendie en simultané daté du 26 juillet 2024. La mesure montre que les 4 poteaux sont en mesure de délivrer un débit de 478 m ³ /h. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les poteaux sont en état de fonctionnement, accessible à proximité des aires engins. En revanche, la plaquette technique des poteaux incendie indique que les poteaux incendie sont de diamètre nominal 100. Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2021, l'exploitant ne dispose pas de poteaux incendie DN 150. L'exploitant doit détailler dans un délai de 3 mois les mesures prévues pour une remise en conformité (soit modification des poteaux, soit demande de modification avec mesure compensatoire). Observation : Par ailleurs, l'exploitant fera réaliser la réception de ses poteaux incendie par le SDIS du Val d'Oise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Conformité de l'installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 6.1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de l'installation électrique
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque local ou zones à risques identifiées à l'Article 6.2.4.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de la société Bureau Veritas indiquant que les installations électriques ont été réalisées conformément aux normes. Ce rapport est daté du 4 septembre 2024. Concernant les déclencheurs manuels de la coupure d'alimentation, l'exploitant a présenté les plans de positionnement de ces arrêts manuels. Lors de l'inspection, sur le bâtiment conditionnement, l'inspection a constaté que des arrêts d'urgence sont disposés à chaque entrée de ce bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 18, 19 et 20
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Article 18 : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...] ----- Article 19 En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. [...] ----- Article 20 L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, [...] Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• une analyse de risque foudre réalisée par la société RG consultant datée du 10 octobre 2023• une étude technique réalisée par la société RG consultant datée du 10 octobre 2023• un rapport d'autocontrôle de l'installateur de l'installation de protection de la foudre Franklin Nord daté du 26 mars 2024. La société RG consultant est certifiée qualifoudre pour la réalisation de l'ARF et de l'étude technique et la société Franklin Nord est certifiée qualifoudre pour l'installation de paratonnerres et parafoudres selon la liste qualifoudre du 27/06/2024 de l'Inéris. Observation : L'exploitant doit mettre en place un carnet de bord pour le suivi des installations de protection contre la foudre installées sur son établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 6.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p>La liste des locaux ou zones à risques est précisée dans le plan des potentiels de dangers annexé à l'étude de dangers.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan des zones à risque de son établissement, indiquant notamment la localisation des stockages de produits dangereux. Ce plan indique également la position des locaux TGBT et les zones de charges.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il doit encore travailler sur la matérialisation des zones de stockages des produits dangereux. L'inspection note que les pictogrammes sont visibles sur les cadres et sur les bouteilles stockées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un état des produits dangereux stockés sur son site. L'état des stocks, sous forme de tableur, est obtenu par l'extraction de son logiciel de gestion des stocks. L'extraction est réalisée tous les soirs et les informations sont stockées sur une infrastructure cloud. L'état des stocks est disponible à tout moment pour les secours. L'état des stocks ne donne pas d'information sur les quantités de matières autres que les produits dangereux, l'exploitant a précisé que les bouteilles et gaz neutres ne sont pas combustibles. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Matérialisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 6.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des stockages
Prescription contrôlée : Le stockage de gaz inflammable liquéfié doit être isolé par une zone de protection telle que les paniers, contenant les bouteilles de gaz inflammable liquéfié, soient à une distance d'au moins : <ul style="list-style-type: none">• 10 m des limites de propriété ;• 8 m des zones de stockage de produits combustibles (parc à déchets, gaz inflammables) ou comburants (ex: cuves ou bouteilles d'oxygène..) Cette zone de protection doit être matérialisée au sol (peinture, piquets, haies, etc.) et reportée sur un plan systématiquement mis à jour. Le sol des zones de stockage de gaz inflammable/comburant doit être horizontal, réalisé en matériaux incombustibles ou en revêtement bitumineux du type routier
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les zones de stockage des bouteilles sont marquées au sol, permettant de délimiter des zones de stockage et des zones de circulation des chariots élévateurs. La zone de stockage des bouteilles d'hydrogène est délimitée d'un côté par un mur coupe-feu, mais n'est en revanche pas délimitée de l'autre côté. Ainsi le stockage de bouteilles ne respectait pas les distances aux limites de propriété (cf. non-conformité n°1). Non-conformité n°5 : Contrairement aux dispositions de l'article 6.1.6 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2021, la zone de stockage des bouteilles d'hydrogène n'est pas délimitée dans son intégralité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Accessibilité du site aux services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité du site aux services de secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'établissement dispose de deux voies d'accès pompiers et d'une voie permettant de faire le tour de l'établissement. Lors de l'inspection, le stationnement des camions et chariots élévateurs n'étaient pas de nature à gêner la circulation des engins de secours. En période nocturne, l'exploitant a indiqué avoir un contrat avec la société FIDUCIAL en charge de la télésurveillance sécurité et sûreté du site (vu extrait du contrat du 25 septembre). En cas de détection d'un incident, la société contacte l'astreinte de l'exploitant et une société d'intervention pour la réalisation d'une levée de doute dans un délai maximum d'une heure. Ces éléments n'appellent pas de remarque d'un point de vue réglementaire. La réactivité de l'astreinte pourra faire l'objet d'un test lors d'un exercice inopiné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Politique de Prévention des accidents majeurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/09/2024, article L. 515-33
Thème(s) : Risques accidentels, Politique de Prévention des accidents majeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs. Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs. Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté sa politique de prévention des accidents majeurs datée du 30 juin 2024. Ce document n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe Confidentielle :

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2021, article 1.1.4		
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative		
Prescription contrôlée :		
Rubrique / Régime*	Intitulé	limite fixée
4735 A	Ammoniac (emploi ou stockage)	≤ 10 t stockage en Bouteilles
4719 A	Acétylène : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	4,9 t stockage en Bouteilles et cadres
4715 A	Hydrogène : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	3 t stockage en Bouteilles et cadres
4725 D	Oxygène : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	183 t : A- 98 t oxygène liquide (stockage en réservoir de 57 t et de 41 t) B - 85 t oxygène gazeux (stockage en bouteilles et cadres)
4718-1 NC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en récipients à pression transportables)	≤ 5,9 t stockage en bouteilles
4734-1 NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés	≤ 8 t Cuve de fioul enterrée
4310-2 DC	Gaz inflammables catégorie 1 et 2 ; la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées), étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t	≤ 5 t (stockage en bouteilles et cadres)
2940-2 DC	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : b) Supérieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour	≤ 36 kg/j Cabine de peinture
2575 D	Abrasives (emploi de matières, ... sur un matériau pour décapage). La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	20 kW Brossage et grenaillage
4442 NC	Gaz comburants catégorie 1	≤ 1,9 t stockage en bouteilles et cadres
1510 NC	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	≤ 500 t
2925 NC	Accumulateurs (ateliers de charge)	≤ 50 kW Poste de charge des AGV
4331 NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	≤ 1,5 t Pots de peintures
1185-3-2 D	Fabrication emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluoré 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement	> 150 kg stockage en bouteilles de SF6

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un tableur indiquant pour les rubriques 4XXX et la rubrique 1185 la quantité de produits stockés sur site. Les éléments relatifs à la réalisation de ce tableur sont présentés dans le point 9 relatif à l'état des stocks.

Par type de produit dangereux, l'extraction au jour de l'inspection indique les quantités suivantes de matières stockées :

- 4735 : 2,4 tonnes d'ammoniac pour un seuil de 10 tonnes
- 4719 : 3,3 tonnes d'acétylène pour un seuil de 4.9 tonnes
- 4715 : 0,6 tonnes d'hydrogène pour un seuil de 3 tonnes
- 4725 : 154 tonnes d'oxygène pour un seuil de 183 tonnes
- 4718-1 : 2,280 tonnes de gaz inflammables liquéfiés pour un seuil de 5.9 tonnes
- 4310-2 : 2,7 tonnes de gaz inflammables pour un seuil de 5 tonnes
- 4442 : 0,8 tonnes de gaz comburants (autre que l'oxygène) pour un seuil de 1.9 tonnes
- 1185-3-2 : 100 kg de SF6 pour un seuil de 150 kg

L'inspection n'a pas vérifié lors de l'inspection la quantité de produits relevant de la rubrique 4331 correspondant à la quantité de peinture inflammable présente sur site. Toutefois, l'inspection n'a pas constaté de quantité notable de peinture sur site, de nature à dépasser le seuil de 1,5 tonnes.

Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé la présence d'une cabine de peinture (pour l'entretien des bouteilles de gaz). Par courriel du 25 septembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'il applique 0,22 kg de peinture par bouteille pour environ 120 bouteilles, soit une quantité de peinture appliquée d'environ 26 kg.

L'exploitant a confirmé la présence d'une cabine de grenaillage pour la rubrique 2575.

Pour la charge des batteries, l'exploitant a indiqué qu'il dispose de 17 postes de charge de batteries lithium (2925-2) pour une puissance inférieure à 600 kW et de 2 postes de charge pour des batteries plomb pour une puissance totale de 6,4 kW, puissance inférieure à 50 kW.

Ces éléments n'appellent pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite